

DEMANDE D'UN TITRE DE SÉJOUR

M. Mme

NOM : _____

NOM de jeune fille : _____

Prénoms : _____

né(e) le : _____ à _____

Pays : _____ Nationalité : _____

N° d'étranger (*figurant sur la carte de séjour*) : _____

FOURNIR UN FAUX JUSTIFICATIF DE DOMICILE EST UN DÉLIT PUNI JUSQU'À 1 AN DE PRISON ET 15 000 € D'AMENDE.

Adresse : _____

Hébergeant : _____

Code Postal : _____ Commune : _____

N° de téléphone : _____

Adresse mail : _____

Je sollicite un titre de séjour pour une durée de :

1 an	Pluriannuel	10 ans	
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Étudiant (art. L.422-1 ou L.422-4 ou L.422-5 du CESEDA ou son équivalent dans un accord bilatéral)
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Visiteur (art. L.426-20 du CESEDA)
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Soins (art L.425-9 du CESEDA)
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	VPF - prise en charge par l'ASE avant l'âge de 16 ans » (art. L.423-22 du CESEDA)
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Salarié/travailleur temporaire - Prise en charge par l'ASE entre 16 et 18 ans (art. L.435-3 du CESEDA)
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	VPF - conjoint de Français (art L.423-1 ou L.423-6 du CESEDA ou son équivalent dans un accord bilatéral)
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	VPF - parent d'enfant français (art L.423-7 ou L.423-10 du CESEDA ou son équivalent dans un accord bilatéral)
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	VPF - vie privée, vie familiale de plein droit (art L.423-23 du CESEDA ou son équivalent dans un accord bilatéral)
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	VPF - vie privée, vie familiale à titre exceptionnel ou humanitaire (art L.435-1 ou L.435-2 du CESEDA)
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	VPF – Regroupement familial (art L.423-14 ou L.423-15 ou L.423-16 du CESEDA)
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Salarié de droit commun (art L.421-1 ou L.421-2 du CESEDA ou son équivalent dans un accord bilatéral) – Changement de statut ou entrée avec Visa D « salarié » - salarié en CDI
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Salarié à titre exceptionnel (L.435-1 ou L.435-2 du CESEDA)
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Travailleur temporaire – salarié en CDD (L.421-3 ou L.421-4 du CESEDA ou son équivalent dans un accord bilatéral)
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Entrepreneur/ profession libérale (L.421-5 ou L.421-6 du CESEDA ou son équivalent dans un accord bilatéral)
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Passeport talent (L.421-7 à L.421-25 du CESEDA – Précisez le motif) :
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	UE ou membre de famille (art. L.233-1 ou L.332-2 ou L.234-1 du CESEDA)
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Retraité (art. L.426-8 du CESEDA)
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Une carte de résident (première demande ou renouvellement)
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	RLD-UE (article L.426-17 du CESEDA)
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Bénéficiaire d'une protection subsidiaire, réfugié, membre de famille (L.424-1 à L.424-21)
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Une autre carte de séjour (précisez l'article de loi) :

A sollicité un titre de séjour auprès de la préfecture de _____
 N'a pas entrepris de démarches en préfecture.

A un passeport sur lui ; pas sur lui ; valide ; périmé
 N'a pas de passeport.

A une autre pièce d'identité (préciser laquelle) : _____
 N'a aucune pièce d'identité.

A des ressources travail déclaré ; travail non déclaré ; autres : _____
 N'a pas de ressources.

Profession : _____

Niveau d'études : _____

Est légalement admissible dans un autre pays que son pays d'origine : _____

Je souhaite en outre porter à la connaissance de l'administration les éléments suivants :

demande développée dans un courrier ci-joint : oui non

"Je suis informé(e) que les titres, actes d'état-civil et documents présentés dans le cadre de la présente demande de titre de séjour feront l'objet d'une authentification auprès des autorités ou organismes qui les ont émis."

A.....

Le.....

Signature précédée de la mention « lu et approuvé »

L'intéressé(e) est informé(e) que, en cas de rejet de sa demande, il (elle) est susceptible de faire l'objet d'une obligation de quitter le territoire français sous un délai de trente jours, sauf circonstances exceptionnelles (art. L.611-1 3° du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile).

UNIQUEMENT POUR UNE DEMANDE DE RÉGULARISATION

Les personnes souhaitant déposer une demande de régularisation doivent s'acquitter d'un visa de régularisation de 50 € EN TIMBRES FISCAUX au dépôt de la demande puis de 150 € en cas de réponse favorable.

Sans préjudice des dispositions de l'article L. 412-1, préalablement à la délivrance d'un premier titre de séjour, l'étranger qui est entré en France sans être muni des documents et visas exigés par les conventions internationales et les règlements en vigueur ou qui, âgé de plus de dix-huit ans, n'a pas, après l'expiration depuis son entrée en France d'un délai de trois mois ou d'un délai supérieur fixé par décret en Conseil d'Etat, été muni d'une carte de séjour, acquitte un droit de visa de régularisation d'un montant égal à 200 euros, dont 50 euros, non remboursables, sont perçus lors de la demande de titre. Cette disposition n'est pas applicable aux réfugiés, apatrides et bénéficiaires de la protection subsidiaire et aux étrangers mentionnés aux articles L. 423-22, L. 426-1, L. 426-2 et L. 426-3.

Le visa mentionné au premier alinéa tient lieu du visa de long séjour prévu au dernier alinéa de l'article L. 312-2 si les conditions pour le demander sont réunies. » (Art. L.436-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile).

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

(engagement à respecter les principes régissant la République française)

Je soussigné(e) Monsieur Madame

Nom : Prénom :

Nom d'épouse s'il y a lieu

Né(e) le : à

de nationalité :

Domicilié(e) au :

Déclare sur l'honneur vouloir m'engager à respecter les valeurs fondamentales de la société française, les lois et règles de la République.

J'ai connaissance des principes fondamentaux de la République française qui sont énoncés dans sa devise « Liberté, Égalité, Fraternité » ainsi que des quatre caractères de la République française : son indivisibilité, sa laïcité, son caractère démocratique et son caractère social.

Je m'engage à respecter ces principes dans ma vie quotidienne au sein de la société française.

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des déclarations énoncées ci-dessus.

Fait à Beauvais le

SIGNATURE DU DÉCLARANT